

Un appel du bureau national du POID

**Défaire le gouvernement Macron ;
bloquer la dérive totalitaire du pouvoir en place ;
empêcher la marche au corporatisme ;
c'est nécessaire, c'est possible**

La décision des cheminots et de leurs organisations de s'engager dans la grève contre le gouvernement, qui veut privatiser la SNCF et briser leur statut, marque un tournant dans la situation ouverte il y a un an par l'élection de Macron.

Oui, la grève : il n'y a pas d'autre moyen pour empêcher la destruction de l'entreprise publique et du statut !

Oui, la grève pour le retrait du projet Macron-Spinetta !

Au-delà de la SNCF, la grève est à l'ordre du jour pour imposer le retrait des plans du gouvernement. Celui-ci, en s'attaquant à toutes les conquêtes sociales et démocratiques – Code du travail, baccalauréat, services publics et fonction publique, Poste, hôpitaux, école, libertés –, ne laisse d'autre choix.

Bloquer le gouvernement et ses contre-réformes, c'est possible et nécessaire.
L'enjeu est de sauver les libertés démocratiques et les droits de la menace du totalitarisme.

En effet, dans tous les domaines, Macron veut imposer aux organisations syndicales ce qu'il appelle « la concertation ». Elles devraient s'impliquer elles-mêmes dans la destruction des droits ouvriers et de la démocratie, dans des séances de concertation dont l'ordre du jour est la mise en œuvre des plans du gouvernement, et même l'écriture des lois sous sa dictée !

Ainsi, à la SNCF, le projet de loi du gouvernement tient en quatre pages et comprend un très grand nombre de trous. Ceux-ci seront, dans les deux mois qui viennent, complétés soit par les ordonnances écrites par le gouvernement, soit par le résultat des concertations. Mais dans les deux cas, et conformément aux directives de l'Union européenne, la loi doit impérativement privatiser et casser le statut. Dans ce but, le gouvernement convoque pas moins de 70 réunions avec les syndicats pour qu'ils écrivent eux-mêmes la loi de destruction de la SNCF.

En agissant de la sorte, Macron va encore plus loin dans la voie ouverte par le coup d'État de De Gaulle qui, en 1958, prônait l'instauration d'un régime corporatiste intégrant les syndicats à l'État.

Depuis, la marche au corporatisme s'est toujours heurtée dans notre pays à la résistance de la classe ouvrière : depuis la grande grève des mineurs en 1963, unis avec les organisations, jusqu'à la grève générale de 1968, puis l'échec de De Gaulle lors du référendum de 1969, ou encore le refus d'accompagner le tournant de la rigueur en 1982. En 2018, à nouveau, la marche au corporatisme peut et doit être bloquée. Pour cela, les organisations ouvrières doivent se retirer des concertations : l'enjeu, c'est leur indépendance sans laquelle il n'y a pas de démocratie.

.../...

Le 22 mars, par dizaines et centaines de milliers, les cheminots, les fonctionnaires et d'autres secteurs de la classe ouvrière manifesteront dans tout le pays, contre le gouvernement pour les revendications et le retrait des contre-réformes. Leur mobilisation, c'est celle des travailleurs dressant leurs revendications contre le gouvernement, en toute indépendance avec leurs organisations.

La classe ouvrière n'a rien à gagner à la remise en cause des libertés. Pour elle, le respect de la démocratie politique, c'est que les organisations ouvrières puissent agir librement.

Partisan de la démocratie, le Parti ouvrier indépendant démocratique estime que le corporatisme doit être battu, et que son instrument, le gouvernement Macron, d'essence totalitaire, doit être battu. **Le régime antidémocratique de la V^e République doit être balayé et céder la place à l'Assemblée constituante qui permettra au peuple de définir lui-même la forme et le contenu de la démocratie.**

Le Parti ouvrier indépendant démocratique agit pour un gouvernement des travailleurs et des organisations unis pour la satisfaction des revendications.

Pour cela, il faut bien sûr en finir avec ce gouvernement Macron, ennemi de la démocratie et des droits.

C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant démocratique soutient l'appel signé par 25 000 travailleurs et militants de toutes tendances à **manifester à Paris, place de la République, le 13 mai** pour dire « *Macron, un an, ça suffit ! Dehors Macron et son gouvernement !* ».

Non, les intérêts de la classe ouvrière et ceux des capitalistes et des banquiers ne peuvent se mélanger. Les intérêts de la classe ouvrière recourent ceux de tous les exploités, des chômeurs, des retraités, des jeunes qui doivent être défendus jusqu'au bout, jusqu'à l'instauration d'un authentique gouvernement ouvrier. **Nous vous appelons à construire ensemble ce parti ouvrier dont les travailleurs ont besoin pour aller à la victoire.**

**À bas le gouvernement Macron !
À bas le corporatisme ! À bas le totalitarisme !**

Adopté à l'unanimité
Montreuil, le 17 mars 2018, 15 heures

Lisez chaque semaine *La Tribune des travailleurs*.
Prenez contact avec le POID.

<input type="checkbox"/> Je prends contact avec le POID.
Nom, prénom :
Adresse :
.....
A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam, 75020 Paris.